

Essai sur la pertinence de la géographie :
pour une discipline radicale !

Par Nox, 2005

nox@resist.ca
www.foretnoire.cjb.net
www.foretnoire.da.ru

Mediacy is not a positive assertion about being but rather a directive to cognition not to comfort himself with such positivity. It is really the demand to arbitrate dialectic concretely. Expressed as a universal principle, mediacy, just as in Hegel, always amounts to spirit. If it turns into positivity, it becomes untrue. Mastering such aporia is the perennial effort of epistemologies, though none will succeed.

Against Epistemology, 1970
Theodore W. Adorno

1. Ouverture

1.1 Introduction

Qu'est-ce que l'épistémologie ? Selon le petit Robert, il s'agit de « l'étude critique des sciences, destinée à déterminer leur origine logique, leur valeur et leur portée.»¹ Néanmoins, quoiqu'une recherche herméneutique sur les différents paradigmes constituant de la géographie aurait été particulièrement éclairant sur sa nature fondamentale, nous nous concentrerons plutôt sur une analyse contextuelle de cette discipline scientifique, c'est à dire sa « valeur » et sa « portée ».

Pour cet essai, nous tenterons d'abord de situer la géographie sur deux axes : le contexte des changements sociaux, puis technologiques qui caractérisent le début du 21^e siècle. Ces deux axes nous renseigneront, non seulement sur la «

¹ ROBERT, Paul, « Le petit Robert 1 ; *épistémologie* », Société dictionnaires le Robert, Paris, 1987, p. 674

situation » de la géographie, mais comment son discours s'en trouve influencé.

Nous en déduiront aussi nos conclusions subséquentes, c'est à dire trois points distincts en lesquels la géographie trouve sa pertinence actuelle : *le réalisme, la compréhension du système-monde, et la réorganisation horizontale du vivre-ensemble.*

1.2 Méthodologie

Il est à préciser, tout d'abord, que nous voulons nous référer à la géographie en tant que discipline « complète », c'est à dire potentiellement sensible et ouverte, tant du point de vue physique que du point humain. Il n'est pas d'intérêt pour nous de s'en tenir à dissenter, par exemple, de la qualité adiaphorique d'un logiciel de système d'information géographique, à l'instar du reste de la discipline. Là n'est pas l'objet de notre travail. Nous considérerons donc la géographie comme un « tout », ne serais-ce que pour la réflexion contenue dans cet essai.

Ensuite, pour ce qui est de l'argumentaire, nous allons procéder à une démarche déductive appuyée d'une vaste recension littéraire, ceci afin d'alimenter notre réflexion et d'appuyer nos propos. Ces ouvrages de référence sont généralement issus des sciences humaines, simplement pour ne pas s'aliéner du sujet en cours. En établissant nos prémisses

dans le point 2. (contexte) nous allons formuler notre dialectique et présenter diverses conclusions dans le point 3. (pertinence).

L'histoire économique, qui s'est tout entière développée autour de l'opposition ville-campagne, est parvenue à un stade de succès qui annule à la fois les deux termes. La *paralyse* actuelle du développement historique total, au profit de la seule poursuite du mouvement indépendant de l'économie, fait du moment où commencent à disparaître la ville et la campagne, non le *dépassement* de leur scission, mais leur effondrement simultané.

La société spectacle, 1967
- Guy Debord.

2. La géographie en contexte

Mettons la géographie dans le contexte des changements sociaux et technologiques qui caractérisent le début du 21^e siècle.

2.1 Changements sociaux

Au tournant du troisième millénaire, certains aspects dans la société sont observés comme étant sans précédent, voire déterminants. Tous ces changements ont lieu dans l'espace, aussi. Évidemment, tous ces changements s'encrent dans l'histoire, et même si nous sentons leurs effets aujourd'hui, nous savons que ces phénomènes ne sont pas nés d'hier. De ce fait,

nous croyons fermement que les changements discutés plus loin étaient déjà observés depuis les années '70, '80 ou '90.

Voyons-en quelques-uns : le Nouvel ordre mondial, le post-modernisme, et l'État totalitaire.

2.1.1. Post-modernisme

Le philosophe allemand Friedrich Nietzsche, écrivait dans son traité *la Volonté de Puissance* en 1881 les paroles suivantes :

Ce que je raconte, c'est l'histoire des deux siècles qui vont venir. Je décris ce qui va venir, ce qui ne saurait ne plus venir autrement : la montée du nihilisme. Cette page d'histoire peut être écrite maintenant, car, dans le présent, la nécessité elle-même est à l'oeuvre. Cet avenir parle déjà par la voix de cent signes et présages, cette fatalité s'annonce partout ; pour entendre cette musique de l'avenir toutes les oreilles sont déjà tendues.²

Ces paroles, venant d'un philosophe controversé³, invoquent cette crise existentielle occidentale qui, depuis l'après-guerre et les dadaïstes, ne semble avoir été résorbée. La magnitude de cette remise en question s'est fait sentir dans toute la pensée occidentale, et la géographie n'en fait pas exception. Mais quel est le lien avec la soi-disante post-modernité ?

² Nietzsche, Friedrich, « La Volonté de Puissance », 1881, cité dans BIAGGI, Vladimir, *Le nihilisme*, Paris, Flammarion, 1998, p. 118

³ Quoi qu'il fut atteint de troubles de l'esprit et d'une pensée définitivement mysogine, on a tenté d'attribuer, à tort, les racines du nazisme à Nietzsche (Leo Strauss : 1941, 1962).

Une blague courante est d'affirmer que la seule et unique différence entre nihilistes et post-modernes serait la taille du compte en banque de chacun(e). Le projet d'une rupture avec la modernité est synonyme de quête de sens, de déconstruction. Cette remise en question fut et est toujours d'actualité. Nous pouvons considérer que le post-modernisme a deux grandes significations sociales, une politique et l'autre philosophique.

La première signification insinue l'éclatement des repères symboliques d'État-Nation, de providence, ainsi qu'une méfiance marquée pour toute logique d'idée totalisante (Arendt, 1990). Avant-coureur du post-modernisme, Albert Camus, affirme en 1942 que « le monde est absurde »⁴, et il le fait à l'encontre des idéologies de son temps, que ce soit du communisme ou du capitalisme. La désillusion de l'époque est reflétée dans ses propos.

La seconde signifie une perte de sens, tant marquée par l'athéisme que par l'individualisme et la surconsommation, qui se voudrait une conséquence du libéralisme⁵. Comme l'introduit Cioran, on se demande si la vie peut avoir un sens, tant elle est marquée d'inanité.⁶

⁴ CAMUS, Albert, *Le mythe de Sisyphe*, France, Gallimard, 1942, p. 38

⁵ VAKALOUKIS, Michel, *Le capitalisme post-moderne*, Presses universitaires de France, Paris, 2001, p. 235

⁶ CIORAN, Émile, *Sur les cimes du désespoir*, France, L'Herne, 1990, p. 19

En somme, le post-modernisme délaisse les extrémismes politiques.⁷ C'est alors qu'est introduit la notion de relativisme culturel, où un certain statut-quo s'installe dans l'Occident face aux croyances respectives des populations. On cherche à harmoniser la vie en société sur la nécessité, non sur le luxe de la foi. C'est ainsi qu'intervient le concept de « vivre-ensemble » qui fait fit des différences pour se centrer sur l'humanisme intrinsèque des individus. De ce fait, le territoire (ou plutôt, le chauvinisme) est appelé à se soustraire à de plus grands ordres. Dans la pensée récente, on parlera d'« indépendantisme », plutôt que de « nationalisme », cherchant à épurer la gouvernance d'échelle nationale de son attrait métaphysique. Néanmoins, les règles du jeu ne changent pas. Nous y reviendrons plus loin.

Le post-modernisme, en peu de mots, est donc la dissolution apparente du concept d'absolu, tant en soi qu'autour de soi. La théorie post-moderne est actuellement en discussion dans les sciences humaines, précisément dans la sociologie. Évidemment, l'Occident est toujours capitaliste et sa société est de (sur)consommation. Néanmoins, à l'intérieur de ce « non-changement », il y a toujours des changements. C'est uniquement pourquoi nous trouvons pertinent l'emploi du terme « post-moderne ».

2.1.2. L'État totalitaire

⁷ BOUDON, Raymond, *Déclin de la morale ? Déclin des valeurs ?*, Nota bene/Cefan, 2002, Québec, 2002, p. 41

Considérons ici l'État dans sa manifestation réelle comme unité de gouvernement à échelle construite, dite « nationale ». Puisqu'aucun État n'existe pour libérer les individus de son emprise, ni ne permet qu'une seule personne soit affranchie du gouvernement⁸, nous qualifions tout État de « totalitaire » (David Watson, 1995). Il s'agit d'une construction symbolique, qui fonctionne dans la gestion des différentes sphères du vivre-ensemble, de la naissance à la mort de ses objets⁹. Tel que précise Özer, l'État s'incarne dans « l'administration de la société ». ¹⁰ À l'échelle du globe, toutes ses différentes versions se rejoignent dans les mêmes schèmes d'institution associative bureaucrate, sans fin explicite, mais nous allons nous concentrer sur la version « post-moderne » de l'État¹¹, en le décrivant sous deux aspects : la violence légitime et la démocratie représentative.

Pour discuter de la violence légitime de l'État, nous allons tout d'abord nous référer à un des penseurs les plus importants de la sociologie, Max Weber :

⁸ Où faut-il signer pour ne plus être sur les registres de l'État ? S'il était possible d'habiter un territoire et se désaffilier de l'État qui le gère, nous serions légion à échapper au gouvernement !

⁹ Nous ne considérons pas les citoyens comme des sujets de l'État, mais bien comme des objets, vu l'hermétisme des dispositifs dits « démocratiques » de l'État. Les expériences de Jacques T. Godbout (1983) sur la participation publique en sont un exemple pertinent.

¹⁰ ÖZER, Atila, *L'État*, Flammarion / Corpus, Paris, 1998, p. 14

¹¹ THUOT, Jean François, *Déclin de l'État et formes postmodernes de la démocratie*, Revue de science politique no. 26, Université de Montréal, 1995, p. 97

[...] il faut concevoir l'État contemporain comme une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé - la notion de territoire étant une de ses caractéristiques -, revendique avec succès pour son propre compte *le monopole de la violence légitime*.¹²

Le monopole de la violence légitime est pour Weber le « moyen spécifique »¹³ de l'appareil gouvernemental. Ainsi, au-delà des discours et de la propagande, l'État s'encrerait dans le réel par la force, parfois pour conquérir, mais toujours pour maintenir l'ordre social hiérarchique. Voici pourquoi il y a la police, pourquoi il y a l'armée. Si le pouvoir est invisible tant qu'il n'est pas provoqué, nombreux sont toujours les pays pour qui la répression de la population est une réalité quotidienne (pensons simplement à la Colombie). Il suffit d'évoquer les innombrables déploiements de police anti-émeute en Occident depuis les dix dernières années pour comprendre ce dernier point. En sommes, retenons que nul humain n'a droit de recourir à la violence, sauf ceux qui en reçoivent le pouvoir par l'État, même si celui-ci ne vise qu'à se reproduire.

Il est à dire que ce système façonne aussi l'espace. Dans l'aménagement du territoire, un des points majeurs est de « créer et maintenir l'ordre »¹⁴, tandis que tout urbanisme « techniquement efficace résoudra les problèmes urbains sans qu'il soit nécessaire ou souhaitable de changer l'ordre social

¹² WEBER, Max, *Le Savant et le Politique*, 1996, cité dans ÖZER, Atila, *L'État*, Flammarion / Corpus, Paris, 1998, p. 78

¹³ Idem.

¹⁴ SCHWILGIN, F.A., *Guide d'urbanisme*, Ministère des travaux publics, Ottawa, 1974, p.10

actuel.»¹⁵ Dans toutes les grandes villes, l'aménagement est conçu pour faciliter, entre autres, l'intervention de la police.

Analysons ensuite la démocratie représentative dont se reventique l'État post-moderne. Dans la structure actuelle, le pouvoir du peuple « se limite à élire périodiquement des représentants »¹⁶ qui sont reconnus comme « les citoyens les plus dignes et les plus capables [et] c'est à eux seuls qu'il incombe d'exprimer la volonté de la nation»¹⁷. En ce sens, les élus de l'État peuvent être perçus comme la plus puissante entité législative, et on peut lui attribuer une qualité autonome vis-à-vis du peuple qui lui donne, en théorie, le pouvoir. Cependant, comme le souligne Noam Chomsky, cette élite ne manque jamais de se soustraire aux demandes de la population, réitérant sa conviction que le peuple n'a aucune légitimité à prendre position en ce qui concerne le bien commun¹⁸, lui qui en est pourtant le (seul) concerné.

Bref, le territoire est géré, largement, par un gouvernement qui ne constitue pas la volonté de la majorité, mais bien celle d'acteurs moindres qui jouissent d'un plus grand pouvoir grâce à la structure hiérarchique en place. C'est pourquoi certains radicaux iront jusqu'à considérer la

¹⁵ GUAY, Pierre-Yves, *Introduction à l'urbanisme*, Modulo, Montréal, 2000, p. 45

¹⁶ ZOGG, Serge, *La démocratie directe en Europe de l'Est*, Centre Européen de la culture, 1996, p. 15

¹⁷ Idem.

¹⁸ CHOMSKY, Noam et Robert W. MCCHESENEY, *Propagande, médias et démocratie*, Éditions Éco-société, 2002, p.22.

démocratie actuelle (et non dans sa définition étymologique) «l'expression politico-juridique du mouvement présent du capital »¹⁹. C'est aussi pourquoi l'élection de tel ou tel gouvernement ne change à peu près rien, sauf la progression de ce qu'est l'État : vers un rafermissement du système, des moyens de répression, d'aliénation, de contrôle du vivre-ensemble, où peu importe les gouvernements, « la fonction publique, elle, demeure la même. »²⁰.

2.1.3. Nouvel ordre mondial

Le Nouvel ordre mondial est un concept utilisé par plusieurs pour désigner la réorganisation du système-monde sur un modèle néolibéral où les supra-étatiques gagnent en puissance et où il semble exister un consorsium contre toute organisation socialiste (Chussodovsky, 2004) doublé d'une volonté à homogénéiser la culture. Cette réorganisation se fait via les États du monde, mais plus particulièrement via les différentes supra-étatiques qui véhiculent ces mêmes valeurs, particulièrement la Banque Mondiale, le Fond mondial international (FMI) et l'Organisme mondial du commerce (OMC). Nous verrons ici la nature du néolibéralisme et la progression des supra-étatiques.

¹⁹ DARIEN, Georges, *L'Ennemi du peuple*, Champ libre, Paris, 1972, p. 9

²⁰ GODBOUT, Jacques T., *La démocratie des usagers*, Boréal, Montréal, 1987, p. 49

Tout d'abord, le néolibéralisme est né du cheminement logique du capitalisme, où celui-ci est passé « progressivement d'une position subordonnée à une position dominante », un nouveau capitalisme « ayant résorbé en lui toute altérité »²¹. Ce dispositif transpose le projet de vie à celui de survie, tel qu'observé par Godbout, spécialiste de la question :

L'introduction du marché au cœur de la société et son extension au travail de l'homme lui-même ont contribué à faire de la faim, de la crainte de mourir de faim, la motivation qui pousse l'individu à remplir son rôle social. Alors que, en général, les sociétés assurent à leurs membres la sécurité matérielle et la protection contre l'ennemi, et qu'elles recourent à de tout autres types de raisons pour faire remplir les différents rôles qu'elles attendent de leurs membres, la [société capitaliste] a fondé, elle, l'esclavage sur la liberté, contradiction principale sur laquelle repose son évolution ultérieure.²²

Autrement dit, le capitalisme s'encre dans une logique de privatisation, c'est à dire d'appropriation, qui revêt le titre de « propriété privée » pour légitimer la richesse de quelques-uns par rapport à la pauvreté de plusieurs²³. La légitimation de cette appropriation a cour par la répression (tel que mentionné précédemment) mais aussi par l'aliénation des individus. La publicité et les valeurs propagées par la société de consommation créent des besoins qu'il faut combler,

²¹ HOURS, Bernard, *Domination, dépendances, globalisation : tracés d'anthropologie politique*, L'Harmattan, Paris, 2002, p. 13

²² GODBOUT, Jacques T., *La démocratie des usagers*, Boréal, Montréal, 1987, p. 34

²³ PROUDHON, P-J, *Qu'est-ce que la propriété ?*, 1810, cité dans GUÉRIN, Daniel, *Anthologie de l'anarchisme*, Éditions La Découverte/Poche, Paris, 1999, p. 50

momentanément, pour être heureux, momentanément. Aussitôt fait, l'insatisfaction revient et il faut continuer, produire, consommer, etc.²⁴

Le privé, avec le temps, vient à surpasser l'État. C'est dans cette optique que nous allons parler de l'OMC. Née suite au Cycle de l'Uruguay de 1994²⁵, elle régleme nte plus de 6,000 milliards de dollars US en commerce international chaque année, avec un budget de 162 millions de francs suisse en 2004. Environ 148 pays sont membres de l'OMC, sur les quelques 200 pays du monde.²⁶ L'institution existe, et son pouvoir s'étend, autant par la jurisprudence que par le support que les États lui donnent, même après le Sommet de Cancun où quelques pays pauvre ont exprimé leur dissention face à l'Organisation.

Depuis son entrée en fonction en 1996²⁷, l'OMC comprend un organe de règlement des différends (ORD) qui permet à une entreprise de traîner le gouvernement d'un pays dans une procédure judiciaire qui vise à retirer les obstacles au commerce qui sont, plus souvent qu'autrement, l'implication de ce gouvernement dans des programmes sociaux (ex.

²⁴ GODBOUT, Jacques T., *La démocratie des usagers*, Boréal, Montréal, 1987, p. 40

²⁵ GEORGE, Susan, *Remettre l'OMC à sa place*, les Éditions Mille et une Nuits, ATTAC France, France, 2001, p. 16

²⁶ Organisme mondial du commerce, *Qu'est-ce que l'Organisme mondial du commerce* ?, site officiel, Genève. http://www.wto.org/english/thewto_e/thewto_e.htm

²⁷ RAINELLI, Michel, *L'Organisation mondiale du commerce*, La Découverte, Paris, 1993, pp. 98-99

subventions) ou mesures environnementales (ex. lois anti-organisme génétiquement modifié).²⁸

Voilà pourquoi nous parlons de mondialisation. Jamais, de l'histoire de la politique, les pays de ce monde ne se sont entendu sur de pareilles mesures libérales, renforçant les lois du marché capitaliste tout en réduisant le pouvoir régulateur des États.²⁹

2.2 Changements technologiques

Les changements technologiques au tournant du 21^e siècle sont intimement liés aux changements sociaux dont nous avons déjà discuté. De même, ces changements sont bien des *continuums* des changements qui sont parvenus au 20^e siècle. Ce point est donc constitué de deux parties : le spectacle et les technologies de l'information, suivi des techniques de représentation, précédé d'une clarification étymologique.

Distinguons d'abord technique et technologie. La technique constitue simplement la façon de faire les choses, où le sujet n'est pas divisé de son objet (Herbert Marcuse, 1998 et David Watson, 1995). La technique peut servir à libération,

²⁸ GEORGE, Susan, *Remettre l'OMC à sa place*, les Éditions Mille et une Nuits, ATTAC France, France, 2001, p.23-25-39

²⁹ Quoique rédigée avant que l'OMC succède au GATT, l'analyse de Marie-France Smouts (1987) au sujet des supra-étatiques est très éclairante sur la double fonction des organisations internationales.

comme à l'esclavage, mais demeure neutre, en soi.³⁰ Par exemple, la pelle qui sert au jardinage peut aussi devenir une arme mortelle, dépendamment de qui la tient et de ses intérêts, à savoir si sa volonté est de tuer ou de jardiner. Ce qui est certain, c'est que la personne qui manie l'objet reste parfaitement conscient s'il est « en train de » jardiner, ou de tuer. La technologie, elle, s'inscrit dans une autre logique. Une de ses définitions est proposée par Marcuse, de l'École de Frankfurt :

Technology, as a mode of production, as the totality of instruments, devices and contrivances which characterize the machine age is thus at the same time a mode of organizing and perpetuating (or changing) social relationships, a manifestation of prevalent thought and behaviour patterns, an instrument for control and domination.³¹

Autrement dit, la technologie serait l'instrumentation systémique de la technique par l'abstraction des moyens et des fins, du vouloir et du faire. Son incursion dans le social a pour effet, entre autres, de séculariser ses usagers avec leur inscription dans le monde. Probablement le plus grand spécialiste du sujet, Jacques Ellul, commente l'effet de la technologie à faire passer le social « au niveau abstrait, avec le phénomène étrange d'une prise de conscience aiguë du non-réel (par exemple, la passion pour le politique) et d'une non-prise de conscience du réel.»³²

³⁰ MARCUSE, Herbert, *Technology, War and Facism ; collected papers on Herbert Marcuse, volume 1*, Routledge, Londres, 1998, p. 41

³¹ Idem.

³² ELLUL, Jacques, *Le système technicien*, Paris, Calman/Lévy, 1977, p. 23

2.2.1 Spectacle et technologies de l'information

Aujourd'hui, en 2005, les possibilités qu'offrent les technologies de communication semblent infinies. Par la téléphonie, on peut parler à des gens aux quatre coins du globe, par la télévision, on peut écouter des reportages sur toutes les régions du monde, par Internet on peut avoir accès à une quantité incalculable d'information sur tous les sujets. Ceci affecte nécessairement le rapport à l'espace, qui semble s'être « contracté »³³. Le concept de distance-temps n'est évidemment plus le même, dans les générations actuelles, que dans les générations précédentes.

Un paradoxe évidemment est la dialectique compréhension / sensibilité (John Zerzan, 1999). En ayant accès à un réseau artificiel géographiquement « libéré », les utilisateurs des télécommunications ont la possibilité d'accroître substantiellement leur connaissance, soit culturels, scientifique, etc. Seulement, la contrepartie évidente est cette réification de l'espace dans la cognition, où l'usager perd sa sensibilité au monde qu'il étudie, et où la connaissance prend un aspect nettement plus quantitatif que qualitatif, étant par définition coupée des sens humains. C'est aussi une des raisons apparentes de la métropolisation des sociétés humaines, puisqu'en les grandes villes s'intensifie la réseautique des

³³ YEARLY, Steven, *Sociology, environmentalism, globalization ; reinventing the globe*, Sage publications, Londres, 1996, p. 5

télécommunications et de l'économie qui en découle.³⁴ Par exemple, entre 1995 et 1996, les technologies de l'information ont compté pour près de la moitié des gains de productivité dans les États-Unis (Ruttan, 2002).

Avec l'exode rural et les régions qui se vident, le Québec est foncièrement urbanisé, déconnecté de la forêt publique, autant dans le mode de vie que dans son intégration toujours plus grande dans le marché. Cette « société qui supprime la distance géographique recueille intérieurement la distance, en tant que séparation spectaculaire. »³⁵. Le consommateur reste, par la réification, étranger à la production.³⁶ À force d'être témoin du monde, on cesse d'en faire partie.

Cette séparation est tout autant profonde aujourd'hui. En Occident, se faire bombarder de rapports et de reportages alarmants sur la famine au Tiers-Monde pendant dix ans a eu un effet double : celui de nous renseigner sur l'ampleur de la situation, d'une part, tout en nous banalisant la réalité des « sous-développés » jusqu'à ce que le phénomène médiatique devienne « passé de mode » et que l'horreur de la famine se résume à une quantité de chiffres, de statistiques. En bout de

³⁴ SENARCLENS, Pierre de, *Critique de la mondialisation*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 2003, p. 58

³⁵ DEBORD, Guy, *La société spectacle*, Internationale Situationniste, 1967, pp. 1-5

³⁶ GODBOUT, Jacques T., *La démocratie des usagers*, Boréal, Montréal, 1987, p. 48

ligne, nous avons une idée vague de *combien* sont morts, mais la réalité de *où* et *qui* est mort, nous échappe tout à fait. En 2005, l'attention des médias est rivée sur les tsunamis, les ouragans... et plus rien d'autre sembler exister.

Techniques de représentation

Il est pertinent, dans cette section, de parler des systèmes d'information géographique, puisque c'est dans ce secteur qu'on retrouve la majorité des innovations technologiques spécifiques à la géographie. Par les modèles d'interrelation spatiale, les différents systèmes d'information géographique (SIG, dont ceux de l'entreprise ESRI-GIS, qui nous servira d'exemple) permettent de représenter différentes échelles d'espace, avec plusieurs couches qui regroupent et illustrent divers type d'information. Avec un nombre quasi-infini d'échelles, d'unités d'échantillonnage et de données cartographiables, le potentiel des cartes actuelles en font un outil, de toute apparence, plus utile que jamais.

On se sert des SIG dans la gestion de ressources naturelles (agriculture, foresterie, pisciculture, etc.), le marketing de tous secteurs (avec le code postal des usagers), l'alimentation énergétique (par exemple, les compagnies électriques de plus de 100 pays se servent de SIGs³⁷), la défense

³⁷ ESRI Inc., *Geography matters*, USA, 2002, pp. 6-12

et l'armée (évidemment !), et tous autres usages d'études sociales et naturelles.³⁸ ESRI-GIS Inc. rapporte qu'on enseigne les SIGs dans plus de 3,000 collèges et universités à travers le monde.³⁹

La cartographie par ordinateur est donc assez couramment associée à la géographie et la gestion spatiale de divers facteurs.

Cependant, un argument de la géographie critique par rapport à ce phénomène grandissant affirme que la cartographie relève beaucoup plus de l'empirisme que d'une réelle connaissance du monde⁴⁰, puisqu'elle fait nécessairement abstraction du caractère cognitif des principaux acteurs du territoire : les individus.

Tel que le rapportent Blunt et Wills, empruntant au géographe radical Harley :

Rather than represent the world 'as it really is', maps are always partial and infused with different meanings. Maps are never unmediated representations of the world and even the most apparently scientific and technologically advanced map is not value-free. A map's mode of representation (such as its scale, projection, and use of color) and what it represents (the features that are included and excluded, the boundaries that delimit a map's area) both reveal the intimate connections between power and geographical knowledge (Harley, 1988).⁴¹

<http://www.gis.com/whatisgis/geographymatters.pdf>

³⁸ Idem.

³⁹ Idem.

⁴⁰ BLUNT, Alison et WILLS, Jane, *Dissident Geographies ; an introduction to radical ideas and practices*, Pearson Education, Edinburgh Gate, Angleterre, 2000, pp.195-196

⁴¹ Ibid, p. 195

Sans vouloir abolir la cartographie du visage de la géographie, l'école critique propose toute fois de ne pas accorder aux représentations un caractère objectif et absolu. Il s'agirait plutôt, selon Harley, d'une méthode non neutre, intéressée, qui recèle des intentions autres.

Geography must be – in so far as the school may do anything to counterbalance hostile influences - a means of dissipating these prejudices and of creating other feelings more worthy of humanity...

-Peter Alekseyevich Kropotkin, 1885

3. La pertinence de la géographie

Nous avons vu quelques-uns des courants technologiques et sociaux qui marquent le début du 21^e siècle. Dans ce contexte, la discipline de la géographie est appelée à s'inscrire. Mais où peut donc être sa place ? Quelle est sa pertinence ? Mais surtout, pour citer Rodolphe de Koninck, comment « les géographes d'aujourd'hui, qui font face à un monde encore plus *mondialisé*, peuvent-ils reculer devant la tâche, c'est à dire dévoiler, expliquer le monde à des fins de solidarité ? »⁴²

Dans une perspective que nous avons, tel que mentionné dans l'introduction, de la géographie comme étant un « tout », autant avec sa grille d'analyse sociale qu'avec ses outils physiques, nous voulons insister sur le potentiel qu'a la géographie dans le monde actuel. Si on peut se permettre

⁴² KONINCK de, Rodolphe, cité dans *Géographie et société vers une géographie citoyenne*, Les Éditions Presses de l'Université du Québec, Montréal, 2001, p. 134

l'ironie, est-ce que la géographie, plutôt que d'être *déterminée* par le marché, ne recèlerait pas la *possibilité* de faire face aux problèmes contemporains ?

Compte tenu du portrait critique que nous avons tracé du contexte social et technologique actuel, voyons ici trois points en lesquels la géographie semble pouvoir trouver sa pertinence : *le réalisme, la compréhension du système-monde, et la réorganisation horizontale du vivre-ensemble.*

3.1 Réalisme

La toute première question à poser en ce qui concerne une discipline scientifique est la question du savoir même. Qu'est-ce que la sagesse, qu'est-ce que la connaissance ? L'entièreté du travail des intellectuels, tel que noté par William James (1980), consiste presque entièrement à la substitution d'un ordre conceptuel au lieu d'un ordre perceptuel d'où l'expérience origine.⁴³ Autrement dit, le savoir des sciences humaines se résume essentiellement à l'abstraction d'un réel dont on ne maîtrise pas le sens pour symboliser le sujet, soit afin de le rendre universel (ou intelligible), soit afin de le rendre inattaquable (i.e. idéologique). Le piège des sciences humaines, et le principal reproche qu'on leur reconnaît, est bien cette

⁴³ ZERZAN, John, *Elements of Refusal*, Eugene, Etats-Unis, Paleo, 1999, p. 47

abstraction inhérente à l'activité intellectuelle qui, de façon assez déconcertante, est la réification (Baillargeon, 2005).

Un cheminement intellectuel valable consisterait donc à faire intervenir le savoir abstrait jusque dans la réalité, se servir des concepts acquis pour changer les choses pratiquement.⁴⁴ En un mot, être utile.

C'est bien ce défi que la géographie, par ce qu'elle est, peut relever. En s'encrant dans l'espace, dans le territoire, le ou la géographe peut user de son savoir théorique et la muter à son aptitude sur le réel, comme le constate Peet (1975), fondateur du journal géographique *Antigone* : « [to view] the widest extension of mutual support, to use our very practical skills to show how mutual aid can be reasserted as the organizing force of future history.»⁴⁵

Cette capacité est, dans un sens, propre aux géographes, et de ce fait, unique. Une telle optique peut garder la discipline de se perdre dans l'abstraction, ce qui est, dans une perspective situationniste, sa plus formidable force.

3.2 Compréhension du système-monde

⁴⁴ Problème qui renvoi aussi à la division du travail, dans le divorce entre le «faire» et le «vouloir», ceux qui pensent et ceux qui exécutent, et qui sont rarement les mêmes personnes !

⁴⁵ BLUNT, Alison et WILLS, Jane, *Dissident Geographies ; an introduction to radical ideas and practices*, Pearson Education, Edinburgh Gate, Angleterre, 2000, p. 37

Suite au réalisme de la géographie, voyons un autre aspect de la pertinence de la géographie : sa capacité à comprendre l'articulation du système-monde.

Dans un contexte de mondialisation économique et de polarisation urbaine, une grille d'analyse socio-spatiale est nécessaire pour comprendre les changements de population qui affectent l'existence et la configuration de millions, voire de milliards d'habitants.⁴⁶

La géographie n'est plus à percevoir comme une finalité introspective, mais comme un tremplin à partir duquel les analyses humaines prennent une profondeur : un cadre tenant en compte la disposition, l'agencement du monde. Il ne s'agit pas du seul cadre cohérent, loin de là, mais lorsqu'on se concentre sur des sujets humains en interaction avec un système vivant fermé⁴⁷, il faut prendre en compte que la terre est la source de toute vie, et que le rapport relationnel de la civilisation humaine à son habitat est la quintessence de sa condition. Il s'agit là d'une connaissance-clef. Cette question relaye les autres au second rang, puisque la terre, seule, amène la possibilité d'affirmation et de négation, sans quoi rien n'est possible. Nier la réalité de l'espace contribue à la sécularisation. Adorno, dans

⁴⁶ BAUELLE, Guy, *Géographie du peuplement*, Armand Colin, Paris, 2000, p. 188

⁴⁷ WATSON, David, *Against the Megamachine : essays on empire and it's enemies*, Detroit, Autonomedia, 1995, p. 37

son traité sur l'inanité philosophique, souligne le caractère de l'interprétation ainsi tronquée :

The summary judgment that [social sciences] had interpreted the world, that resignation in the face of reality had crippled itself, becomes defeatism of reason after the attempt to change the world miscarried. [...] Perhaps it was an inadequate interpretation which promised that it could be put into practice [...] whenever philosophers mistake that for the world concept, their pretensions grow ridiculous.⁴⁸

De se point de vue s'articulent une panoplie de discours et d'analyses socio-spatiales : géographie politique, géographie culturelle, géographie économique, géographie féministe, géographie sexuelle, géographie radicale, etc. Pour différents regards, la nécessité de s'inscrire dans le réel appelle à une dimension géographique. De cette évidence, la géographie, comme telle, constitue un cadre pertinent.

3.3 Réorganisation horizontale du vivre-ensemble

Il y a certes des incohérences dans différentes pratiques dites « progressistes », visant, comme plusieurs autres projets, à changer le monde. Loin de vouloir médire au sujet des volontés de gauche en cour dans le monde⁴⁹, le messianisme marqué des visées alternatives (Camus, 1952) est toujours d'actualité. Autrement dit, la téléologie, inhérente au marxisme, a

⁴⁸ ADORNO, Theodore W., *Negative Dialectics*, Seabury Press, New York, 1973, 416 p.3

⁴⁹ Pensons au Forum social mondial, à l'Internationale, aux syndicats de combat, partis de gauche, etc.

poursuivit inlassablement ses manifestations à travers les sociétés⁵⁰. Par contre, une conception du changement social émerge de façon significative depuis la période entourant mai 1968, voulant y soustraire l'historicisme pour se rapprocher de «l'axiome de situation»⁵¹, c'est à dire au niveau local, directement.⁵²

Les termes *squat* et autogestion ne sont pas étrangers au vocabulaire contemporain, auquel se rajoute récemment les « reclaim the streets ». La plupart des grandes villes expérimentent ces phénomènes, parfois depuis plusieurs décennies. La pratique de réappropriation (illégal) du lieu, de façon égalitaire, est la manifestation d'une volonté politique et sociale (i.e. contre culture ou « D.I.Y. ; do it yourself »⁵³) de gouvernance, d'organisation locale équitable. La divergence d'opinion qui origine de ce phénomène renvoi à la notion de

⁵⁰ ZERZAN, John, *Elements of Refusal*, Eugene, Etats-Unis, Paleo, 1999, p. 29

⁵¹ BAILLY, Antoine et BEGUIN, Hubert, *Introduction à la géographie humaine*, Armand Colin, Paris, 2001, p. 41

⁵² Pensons, par exemple, aux autonomistes italiens, au mouvement des « sans-terre », etc.

⁵³ BLUNT, Alison et WILLS, Jane, *Dissident Geographies ; an introduction to radical ideas and practices*, Pearson Education, Edinburgh Gate, Angleterre, 2000, pp. 29-32

propriété, qui est centrale au libéralisme⁵⁴ mais qui est contestée du socialisme.⁵⁵

Le projet d'autogestion entre dans les compétences de la géographie. Étant aptes à toute échelle d'analyse, les géographes peuvent aussi concevoir comment la population peut s'organiser en amalgame de localités dotées d'une marge d'autonomie et d'autosuffisance, qui pourrait potentiellement constituer la négation en due forme de l'État totalitaire.

D'emblée, la perspective d'une restructuration horizontale du vivre-ensemble est porteuse d'espoir dans le contexte actuel, et les connaissances humaines, fonctionnelles et physiques requises reposent, notamment, entre les mains de géographes. Par exemple, le cas des éco-villages Québécois⁵⁶, parmi plusieurs, témoigne d'une volonté à lier les préoccupations territoriales et environnementales, juxtaposé à des valeurs communautaires et autogestionnaires. De plus, le concept de gouvernance, qui s'apparente relativement au courant autogestionnaire⁵⁷, trouve sa place dans la géographie actuelle (Latendresse, 2003).

⁵⁴ VAKALOUKIS, Michel, *Le capitalisme post-moderne*, Presses universitaires de France, Paris, 2001, p. 212

⁵⁵ PROUDHON, P-J, *Le système des contradictions économiques*, 1846, cité dans GUÉRIN, Daniel, *Anthologie de l'anarchisme*, Éditions La Découverte/Poche, Paris, 1999, p. 60

⁵⁶ LARAMÉE, Philippe, *Aube : Les écovillages*, La Plume de Feu, Montréal, 2005, <http://www.laplumedefeu.com/ecovillage.htm>

⁵⁷ La gouvernance et l'autogestion ont toutes deux en commun l'idée de rupture avec un pallier de gestion hiérarchiquement supérieur.

We find ourselves, in an age when the fruits of science threaten to end life altogether, when a dying capitalism seems capable of taking everything with it, more apt to want to discover the ultimate origins of the nightmare. When the world and its thought reach a condition that is increasingly mathematized and empty, the beginnings of this bleak journey, including the origins of the number concept, demand comprehension. It may be that this inquiry is essential to save us and our humanness.

- Elements of Refusal, 1999

John Zerzan

4. Conclusion

Ainsi, nous avons vu que la géographie, en tant que discipline, se situe dans un contexte social polarisé par des rapports de force inégaux causés par diverses institutions idéologiques totalisantes et dogmatiques, tant l'État que le marché. Le monde est organisé de façon non-neutre, et la géographie, étudiant le rapport humain-espace, s'y trouve inextricablement mêlée. Constitués d'une technologie intéressée, les outils de représentation spatiale comprennent de vastes possibilités, mais un usage critique devrait idéalement incomber à la discipline géographique.

Par sa qualité réaliste, épistémologiquement résiliente à la symbolisation par l'abstrait, elle permet un regard sur le réel

qui instruit, révèle la complexité du rapport au territoire dans un ordre qualitativement différent que celui des autres sciences humaines.

Étant un cadre qui situe, d'autres courants de réflexion peuvent s'inscrire dans un ordre géographique, lequel se trouve enrichi. Il s'agit d'une grille d'analyse visant à rapprocher l'habitat et l'habitant, qui ne saurait être anéanti dans le milieu académique.

Enfin, de son approche multidisciplinaire, la géographie peut servir à réorganiser l'existence de populations inégalement structurées, contenant la connaissance requise pour constituer une pérennité socio-spatiale viable.

Pour ainsi dire, la géographie regroupe une division de la pensée qui se pourrait rassembler. Seulement, elle ne peut se contenter de recenser, de représenter, de pondérer. Elle doit être vivante, subjective, engagée et, puisqu'il le faut, confrontante !

Bibliographie

Livres

ADORNO, Theodore W., *Against Epistemology : a metacritique* , Basil Blackwell, Oxford, Angleterre, 1982, 248 p.

ADORNO, Theodore W., *Modèles critiques* , Payot, Paris, 1984, 298 p.

ADORNO, Theodore W., *Negative Dialectics* , Seabury Press, New York, 1973, 416 p.

BAILLY, Antoine et BEGUIN, Hubert, *Introduction à la géographie humaine* , Armand Colin, Paris, 2001, 216 p.

BAKOUNINE, Michael, *Dieu et l'État* , Mille et une nuits, Paris, 2000, 119 p.

BAUDELLE, Guy, *Géographie du peuplement*, Armand Colin, Paris, 2000, 188 p.

BELLEROSE, Charles, *L'interaction autorégulée ou les assises paradigmatiques du néolibéralisme : les rapports entre la nouvelle théorie sociale et le discours du mouvement pour une autre mondialisation* , UQAM, Montréal, 2003, 637 p.

BIAGGI, Vladimir, *Le nihilisme* , Paris, Flammarion, 1998, 229 p.

BLUNT, Alison et WILLS, Jane, *Dissident Geographies ; an introduction to radical ideas and practices* , Pearson Education, Edinburgh Gate, Angleterre, 2000, 212 p.

BOUDON, Raymond, *Déclin de la morale ? Déclin des valeurs ?* , Nota bene/Cefan, 2002, Québec, 2002, 169 p.

BROWN, Adger, *Land use and the causes of global warming* , Wiley, Sussex, Angleterre, 1994, 271 p.

CAMUS, Albert, *Le mythe de Sisyphe* , France, Gallimard, 1942, 187 p.

CAMUS, Albert, *L'homme révolté* , France, Gallimard, 1952, 382 p.

CAMPEAU, Georges, *De l'assurance-chômage à l'assurance-emploi* , Boréal, Montréal, 2001, 393 p.

CANNAC, René, *Netchaiev : du nihilisme au terrorisme* , Paris, Payot, 1961, 181 p.

CHEVALIER, Jacques, *L'État , Connaissance du Droit*, Dalloz, Paris, 1999, 125 p.

CHOMSKY, Noam et Robert W. MCCHESENEY, *Propagande, médias et démocratie* , Éditions Éco-société, 2002, 202p.

- CHOMSKY, Noam, *Instinct de liberté : anarchisme et socialisme* , ÉDAM, Québec, 2001, 75p.
- CIORAN, Émile, *Sur les cimes du désespoir* , France, L'Herne, 1990, 127 p.
- COLLIGNON, Beatrice, *La géographie radicale à la recherche d'un nouveau souffle* , Les Éditions Beilin, Paris, 2001.
- DARIEN, Georges, *L'Ennemi du peuple*, Champ libre, Paris, 1972, 194 p.
- DIAMOND, Jared, *De l'inégalité entre les sociétés : essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire* , Gallimard, Paris, 2000, pp.163-182.
- DJOSSOU, Jean, *L'Afrique, le GATT et l'OMC : entre territoires douaniers et régions commerciales* , les Presses de l'Université Laval, Québec, 2000, 263 p.
- FALK, Richard, *Predatory globalization, a critique* , Polity Press, États-Unis, 1999, 217p.
- ELLUL, Jacques, *Le système technicien*, Paris, Calman/Lévy, 1977, 325 p.
- GEORGE, Susan, *Remettre l'OMC à sa place* , les Éditions Mille et une Nuits, ATTAC France, France, 2001, 99 pages.
- GODBOUT, Jacques T., *La démocratie des usagers* , Boréal, Montréal, 1987, 190 p.
- GODBOUT, Jacques T., *La participation contre la démocratie* , Éditions coopératives Alvert Saint-Martin, Montréal, 1983, 190 p.
- GODBOUT, Jacques T., *La participation politique* , Institut Québécois de recherche sur la culture, Quebec, 1991, 301 p.
- GODBOUT, Jacques T., *L'esprit du don* , Boréal, Québec, 1992, 344 p.
- GUAY, Pierre-Yves, *Introduction à l'urbanisme*, Modulo, Montréal, 2000, 178 p.
- GUÉRIN, Daniel, *Anthologie de l'anarchisme* , Éditions La Découverte/Poche, Paris, 1999, 413p.
- HARDT, Michel et Antonio NEGRI, *L'Empire* , Exils Éditions, Paris, 559p.
- HOURS, Bernard, *Domination, dépendances, globalisation : tracés d'anthropologie politique*, L'Harmattan, Paris, 2002, 177p.
- HOWLETT, Michael, *Canadian forest policy : adapting to change* , University of Toronto Press, Toronto, 2001, 446 p.
- KLEIN, Jean-Luis, TARDIF, Carole et LAURIN, Suzanne, *Géographie et société vers une géographie citoyenne* , Les Éditions Presses de l'Université du Québec, Montréal, Canada, 2001, 314 pages.

KLEIN, Juan-Luis, TREMBLAY, Pierre-André et DIONNE, Hughes, *Au-delà du néolibéralisme : quel rôle pour les mouvements sociaux ?* , Presses de l'Université du Québec, 1997, 218 p.

KROPOTKINE, Pierre, *Ethics* , Benjamin Blom, Londres, 1924, 349 p.

KROPOTKINE, Pierre, *La morale anarchiste* , Mille et une nuits, Paris, 2004, 94 p.

KROPOTKIN, Pierre, *The conquest of bread* , Éditions Chapman and Hall Ltd, Etats-Unis, 1906, 299p.

LACOSTE-DUJARDIN, Camille, *La relation d'enquête* , Hérodote, 1977, no. 8 (octobre-décembre). Centrale. Périodiques. G1H4777, p. 40-41.

MARCUSE, Herbert, *Technology, War and Facism ; collected papers on Herbert Marcuse, volume 1* , Routledge, Londres, 1998, 278 p.

MARX, Karl et ENGELS, Frederic, *Manifeste du Parti communiste* , 1848, Librairie Générale Française, 110 p.

MCGRORY-KLYZA, Christopher, et C. TROMBULAK, Stephen, *The future of the northern forest* , University Press of New England, Hanover, États-Unis, 1994, 254 p.

NEHMÉ, Claude, *Décryptons le GATT et les grands accords commerciaux mondiaux* , les éditions d'Organisation, Paris, 1993, 95 p.

ÖZER, Atila, *L'État* , Flammarion / Corpus, Paris, 1998, 255 p.

PETRELLA, Riccardo, *Écueils de la mondialisation, Urgence d'un contrat social* , Éditions les grandes conférences, 1997, 48p.

RAINELLI, Michel, *L'Organisation mondiale du commerce* , La Découverte, Paris, 1993, 121 p.

RECLUS, Élisée, *L'homme et la terre, tome I* , Paris, La Découverte, 1982, 182 p.

RECLUS, Élisée, *L'homme et la terre, tome II* , Paris, La Découverte, 1982, 222 p.

ROBERT, Paul, *Le petit Robert 1* , Société dictionnaires le Robert, Paris, 1987, 2171 p.

SENARCLENS, Pierre de, *Critique de la mondialisation* , Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 2003, 145 p.

SCARCE, Rick, *Éco-Warriors ; understanding the radical environmental movement*, Chicago, The Noble Press, 1990, 291 p.

SCHAMA, Simon, *Paysage et mémoire* , Seuil, Paris, 1999, 720 p.

SCHOPENHAUER, Arthur, *Éthique et politique*, France, Librairie générale française, 1996, 182 p.

SCHOPENHAUER, Arthur, *L'art de toujours avoir raison*, Italie, Mille et une nuits, 1998, 85 p.

SMOUTS, Marie France, *L'organisation internationale : nouvel acteur sur la scène mondiale?*, cité dans KORANY, Bahgat, *Analyse des relations internationales. Approches, concepts et données*, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur, 1987.

THUOT, Jean François, *Déclin de l'État et formes postmodernes de la démocratie*, Revue de science politique no. 26, Université de Montréal, 1995, 221 p.

VAKALOUKIS, Michel, *Le capitalisme post-moderne*, Presses universitaires de France, Paris, 2001, 235 p.

WARNIER, Jean-Pierre, *La mondialisation de la culture*, Paris : La Découverte, 1999, 120p.

WATSON, David, *Against the Megamachine : essays on empire and it's enemies*, Detroit, Autonomedia, 1995, 334 p.

WEBER, Louis, *OMC, AGCS : vers la privatisation de la société ?*, Syllepse, Paris, 2003, 159 p.

WOODCOCK, George et AVAKUMOVIC, Ivan, *Pierre Kropotkine, prince anarchiste*, Montréal, Écosociété, 1997, 453 p.

YEARLY, Steven, *Sociology, environmentalism, globalization ; reinventing the globe*, Sage publications, Londres, 1996, 161 p.

ZERZAN, John, *Elements of Refusal*, Eugene, Etats-Unis, Paleo, 1999, 308 p.

ZOGG, Serge, *La démocratie directe en Europe de l'Est*, Centre Européen de la culture, 1996, 157 p.

Brochures

ESRI, *Geography matters*, USA, 2002, 16 p.

<http://www.gis.com/whatisgis/geographymatters.pdf>

DEBORD, Guy, *La société spectacle*, Internationale Situationniste, 1967, 110 p.

Internet

Organisme mondial du commerce, Dix malentendus : 7. Les petits pays ne sont pas impuissants à l'OMC, site officiel, Genève.

http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/10mis_f/10m07_f.htm

Organisme mondial du commerce, 10 malentendus fréquents au sujet de l'OMC , site officiel, Genève.

http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/10mis_f/10m00_f.htm